



Assemblée générale

Distr. limitée
22 octobre 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Deuxième Commission

Point 19 c) de l'ordre du jour

Développement durable : Stratégie internationale de prévention des catastrophes

Bolivie (État plurinational de)* : projet de résolution

Stratégie internationale de prévention des catastrophes

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 54/219 du 22 décembre 1999, 56/195 du 21 décembre 2001, 60/195 du 22 décembre 2005, 64/200 du 21 décembre 2009, 65/157 du 20 décembre 2010, 66/199 du 22 décembre 2011, 67/209 du 21 décembre 2012 et 68/211 du 20 décembre 2013, et prenant en considération toutes les autres résolutions pertinentes,

Réaffirmant la teneur du document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable intitulé « L'avenir que nous voulons »¹ et, en particulier, les décisions relatives à la réduction des risques de catastrophe,

Rappelant la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement², l'Action 21³, le Programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21⁴, la Déclaration de Johannesburg sur le développement durable⁵ et le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable (Plan de mise en œuvre de Johannesburg)⁶,

* Au nom des États Membres qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.

¹ Résolution 66/288, annexe.

² *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I, *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), résolution 1, annexe I.

³ Ibid., annexe II.

⁴ Résolution S-19/2, annexe.

⁵ *Rapport du Sommet mondial pour le développement durable, Johannesburg (Afrique du Sud), 26 août-4 septembre 2002* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.03.II.A.1), chap. I, résolution 1, annexe.

⁶ Ibid., résolution 2, annexe.



Rappelant également le document final de sa réunion plénière de haut niveau sur les objectifs du Millénaire pour le développement⁷ et le document final de la manifestation spéciale consacrée au bilan de l'action entreprise pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement⁸,

Rappelant en outre sa résolution 68/309, dans laquelle elle s'est félicitée du rapport du Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale sur les objectifs de développement durable⁹ et a décidé qu'il servirait de base principale aux fins de l'insertion des objectifs de développement durable dans le programme de développement de l'après-2015,

Prenant note du Sommet sur le climat qui s'est tenu le 23 septembre 2014 à l'invitation du Secrétaire général,

Notant que le 26 décembre 2014 marque le dixième anniversaire du tsunami catastrophique de l'océan Indien, qui a frappé les régions de l'océan Indien et de l'Asie du Sud-Est et tué quelque 240 000 personnes, affectant la vie des victimes et de leur famille, et a causé de graves dommages socioéconomiques et environnementaux,

Rappelant que la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, qui se tiendra au Japon du 14 au 18 mars 2015, examinera la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes¹⁰, et adoptera un cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015,

1. *Prend acte* du rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de sa résolution 68/211¹¹;

2. *Souligne* qu'il importe de poursuivre l'examen au fond de la question de la réduction des risques de catastrophe et engage les États Membres et les organismes compétents des Nations Unies à tenir compte de l'importance des activités de réduction des risques de catastrophe, notamment pour la réalisation du développement durable;

3. *Encourage vigoureusement* à tenir dûment compte de la réduction des risques de catastrophe et du renforcement de la résilience face aux catastrophes dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015;

4. *Exprime de nouveau* sa reconnaissance au Gouvernement japonais, qui a généreusement offert d'accueillir la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe et s'est généreusement engagé à en couvrir les frais, et se félicite des contributions volontaires déjà versées pour faciliter la participation à la Conférence des représentants des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, et invite les États qui ne l'ont pas encore fait à verser des contributions volontaires;

⁷ Résolution 65/1.

⁸ Résolution 68/6.

⁹ A/68/970.

¹⁰ A/CONF.206/6, chap. I, résolution 2.

¹¹ A/69/364.

5. *Sait gré* au Gouvernement suisse d'accueillir les réunions du Comité préparatoire intergouvernemental à composition non limitée pour la troisième Conférence mondiale;

6. *Se félicite* des préparatifs de la troisième Conférence mondiale en cours à Genève;

7. *Encourage vigoureusement, une nouvelle fois*, la promotion d'une approche complémentaire et cohérente de la relation entre le cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015, le programme de développement pour l'après-2015 et les mécanismes intergouvernementaux de lutte contre les effets du changement climatique;

8. *Invite à nouveau* les États Membres, tous les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies et les autres institutions et organisations intergouvernementales compétentes, y compris les banques régionales de développement, à participer activement à la troisième Conférence mondiale et encourage les grands groupes tels qu'ils sont définis dans l'Action 21 ainsi que les autres parties prenantes à contribuer davantage et à participer activement à la troisième Conférence mondiale, conformément au règlement intérieur adopté par le Comité préparatoire;

9. *Rappelle en outre* qu'il importe de coordonner les préparatifs à l'échelon régional pour promouvoir une large participation à la troisième Conférence mondiale et se félicite à ce propos du travail accompli lors des réunions et forums régionaux qui ont eu lieu en Égypte, en Équateur, aux Fidji, en Italie, au Nigéria et en Thaïlande;

10. *Prend note* des nouveaux progrès réalisés aux plans national, régional et mondial dans la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes et dont il est rendu compte dans le rapport intitulé « Implementation of the Hyogo Framework for Action: Summary of reports 2007-2013 » (Mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo : récapitulatif des rapports 2007-2013) ainsi que de l'appui des organisations intergouvernementales et autres organes compétents à cet égard;

11. *Constate* l'accroissement des demandes adressées au secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et l'importance de la réduction des risques de catastrophe dans les activités de l'Organisation, et prie donc le Secrétaire général d'accorder des fonds et des ressources humaines suffisants, à compter de l'exercice biennal 2016-2017, pour que le secrétariat puisse répondre efficacement aux besoins croissants reflétés dans le cadre de réduction des risques de catastrophe pour l'après-2015;

12. *Prie* le Secrétaire général de porter le document final de la troisième Conférence mondiale à l'attention des États Membres, des organisations internationales et régionales compétentes, des institutions financières multilatérales et des banques régionales de développement, ainsi que des instances et conférences intergouvernementales intéressées;

13. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-dixième session, au titre de la question intitulée « Développement durable », la question subsidiaire intitulée « Stratégie internationale de prévention des catastrophes »;

14. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter, à sa soixante-dixième session, un rapport sur l'application de la présente résolution, y compris sur les résultats de la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe.
